Soutien aux structures de tourisme pour tous

➤ **DESCRIPTIF DE L'OPERATION :**

Par ce dispositif, la Région décide de promouvoir la montée en gamme des structures d'hébergement touristique collectif afin de proposer une offre touristique de qualité et renforcer l'attractivité du territoire.

➤ **OBJECTIFS :**

Ce dispositif vise à consolider et améliorer l'offre existante en matière d'hébergement touristique collectif afin de proposer une offre en cohérence avec les attentes de la clientèle actuelle.

➤ **BENEFICIAIRES DE L'AIDE :**

Associations, SCIC, communes ou autres collectivités territoriales propriétaires des murs, EPCI, privés, société de portage dont l'hébergement est géré par une association.

➤ **PROJETS ELIGIBLES :**

Les villages de vacances, les maisons familiales de vacances, les centres de vacances, les centres internationaux de séjour, les auberges de jeunesse...situés sur le territoire de la Région Grand Est : hébergements d'une capacité minimum de 60 lits.

→ **Sont exclus** : les centres appartenant à un Comité d'Entreprise.

➤ **NATURE DES PROJETS :**

Investissements permettant la création d'équipements, la rénovation fondamentale ou l'extension. L'ensemble des travaux devra apporter une plus-value qualitative à l'offre existante.

➤ **DEPENSES ELIGIBLES :**

→ **Sont éligibles** :

- les travaux réalisés par des entreprises spécialisées qui apportent une plus-value qualitative à l'offre d'hébergement de groupe et dont la dépense éligible est supérieure à 50 000 € HT + honoraires d'architecte s'il y a lieu.
- Le coût du diagnostic d'efficacité énergétique (prise en charge régionale de 80% maximum)

- Le coût de la procédure de labellisation auprès de l'organisme certificateur (prise en charge régionale de 90% maximum).
 - L'implantation d'au moins un point de charge pour véhicules à assistance électrique ;
- **Sont exclus :** mobilier, matériel, éléments non fixes de décoration, literie, travaux d'entretien courant, factures de matériaux ainsi que les acquisitions immobilières et foncières et les investissements prévisibles et réglementaires (travaux de mise aux normes seuls).

Par ailleurs, pour les dossiers qui le nécessitent, une étude de faisabilité qui démontre que le projet est économiquement rentable et techniquement viable conditionne l'intervention de la Région ainsi qu'une étude de situation de projet.

➤ **METHODE DE SELECTION :**

Priorité est donnée aux investissements présentant un intérêt économique permettant de mesurer le maintien ou les créations d'emplois envisagées à l'issue des travaux et aux structures exemplaires ou tendant vers l'exemplarité en matière de développement durable.

➤ **ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE**

Toute aide régionale engage son bénéficiaire:

- à adhérer à un réseau de tourisme associatif, de tourisme social et solidaire, ou tout autre réseau lui permettant de structurer et de commercialiser son offre. La Région Grand Est et l'Agence Régionale du Tourisme Grand Est ont déployé une plateforme d'accélération à la commercialisation des offres touristiques du Grand Est : <https://pro.explore-grandest.com/presentation/>
- réaliser un audit d'efficacité énergétique sur le bâtiment objet de la demande et le mettre en œuvre dans son programme de travaux. Quel que soit le projet envisagé (rénovation, extension, création dans l'ancien ou création ex nihilo), les travaux devront être réalisés dans le respect des performances énergétiques conformément à la réglementation en vigueur et aux exigences minimales demandées par le programme Climaxion de la Région.
- à obtenir une labellisation environnementale après travaux (Clef Verte, Ecolabel européen, etc.)
- à implanter au moins une borne de rechargement pour véhicules à assistance électrique si des travaux de rénovation/installation de parking sont prévus dans le programme d'investissement.
- à s'inscrire, s'il n'est pas déjà outillé, dans un parcours de digitalisation et de formation aux outils numériques lui permettant de présenter et de proposer son offre sur internet.

La Région Grand Est propose un accompagnement adapté aux besoins en matière de transition numérique des différentes typologies d'entreprises régionales (TPE, PME/PMI, ...) : <https://www.grandest.fr/vos-aides-regionales/transformation-digitale-parcours-individuel/>

- à apporter un autofinancement égal, au minimum, à 20 % du montant global de l'opération.

Le montant des subventions pouvant être accordées par le Conseil régional Grand Est est modulé en fonction de l'intérêt du projet, du plan prévisionnel de l'opération et de l'engagement du bénéficiaire dans une démarche de labellisation environnementale (clé verte, Ecolabel Européen, ...)

➤ **NATURE ET MONTANT DE L'AIDE :**

- Nature : subvention avance remboursable à taux zéro
- Section : investissement fonctionnement
- Taux maxi : 20 %
- Plafond : 500 000 €
- Plancher : 30 000 €

➤ **PERIODE DE FRANCHISE**

Une période de franchise de 3 ans est appliquée avant toute nouvelle demande de subvention.

➤ **LA DEMANDE D'AIDE - MODE DE RECEPTION DES DOSSIERS :**

- Fil de l'eau Appel à projet Appel à manifestation d'intérêt

➤ **ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE**

Les modalités détaillées de l'instruction ainsi que les engagements du bénéficiaire figurent dans le dossier de demande de subvention à compléter obligatoirement selon la forme requise. A défaut, le dossier sera considéré comme irrecevable.

Le bénéficiaire s'engage obligatoirement à mentionner le soutien financier de la Région dans tout support de communication, sous peine de remboursement de l'aide.

► **MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE**

Les modalités de versement de la subvention attribuée par le Conseil régional seront précisées dans la délibération ou dans la convention attributive de l'aide.

L'aide régionale sera versée selon les modalités suivantes :

- Une avance de 10% pourra être versée sur production d'une attestation de démarrage de l'opération subventionnée ;
- des acomptes intermédiaires pourront être versés sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses, signé par le bénéficiaire et certifié par le comptable (ou expert-comptable/commissaire aux comptes ou trésorier pour les associations).

En cas d'impossibilité de fournir cette certification comptable, le bénéficiaire devra fournir la totalité des factures portant mention du règlement.

- Le versement du solde de la subvention (20% du montant de la subvention) sera également conditionné à la présentation des documents suivants :
 - production d'un état récapitulatif des dépenses signé par le bénéficiaire et certifié par le comptable (ou expert-comptable/commissaire aux comptes ou trésorier pour les associations)
 - attestation d'obtention d'un label environnemental
 - attestation de capacité digitale

➤ **DELAIS**

Pour pouvoir bénéficier des conditions de subventionnement décrites dans le présent dispositif, les délais suivants sont à respecter impérativement :

- **Le dossier complet de demande de subvention doit être déposé au maximum dans un délai d'un an à compter de la date de réception de la lettre d'intention.
Au-delà de cette période, la demande devient non recevable.**
- **Les pièces justificatives des travaux réalisés devront être transmises au plus tard 24 mois après la date de notification de la subvention sauf mention contraire prévue dans la convention de financement.**

➤ **MODALITÉS DE REMBOURSEMENT EVENTUEL DE L'AIDE :**

En cas de non-exécution, de retards significatifs ou de modifications substantielles sans l'accord écrit de la Région des conditions d'exécution du projet par le bénéficiaire, la Région peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

➤ **SUIVI – CONTRÔLE :**

L'utilisation de l'aide octroyée pourra faire l'objet d'un contrôle sur place ou sur pièces portant en particulier sur la réalisation effective des opérations et le respect des engagements du bénéficiaire.

➤ **RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES :**

L'attribution de l'aide régionale se fera dans le respect de l'encadrement communautaire des aides aux entreprises, et notamment des :

- règlement CE n°651/2014 du 17 juin 2014
- règlement CE n°1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité aux aides de minimis.